



CIRIEC

Social-démocratie 2.0

Le Québec comparé aux pays nordiques

Stéphane Paquin
Professeur titulaire
École nationale d'administration publique

Résumé et objectif de la présentation

L'objectif de cette communication est de comparer le Québec aux pays nordiques (Suède, Finlande et Danemark) sur plusieurs indicateurs économiques et sociaux afin de comprendre ce qui fait le succès de pays scandinaves et comment le Québec se compare à ces pays.

On affirme souvent que le Québec est une terre sociale-démocrate en Amérique du Nord, qu'il est plus syndiqué, plus taxé et qu'il offre à ces citoyens plus de services publics. Il est ainsi très intéressant de comprendre où on se situe face aux pays de référence en la matière et ce que le Québec peut apprendre de ces derniers.

Sondage exclusif

« Selon vous, le gouvernement du Québec sera-t-il capable de maintenir l'État-providence à un niveau très élevé, assez élevé ou peu élevé au cours des 30 prochaines années ? »

(Source Paquin, 2014).

- Peu élevé 55 %
- Assez élevé 25 %
- Très élevé : 1 %
- NSP 17 %

Sommaire

1. Les quatre modèles de capitalisme
2. L'exception scandinave
3. La crise et les réformes du modèle
4. Quelques points de comparaison avec le Québec
5. Les grandes explications des différences

Les quatre modèles de capitalisme

Deux critères : croissance économique et inégalités sociales et pauvreté

- Modèle libéral : (États-Unis, Canada, Grande-Bretagne)
- Modèle continental : (France, Allemagne)
- Modèle méditerranéen : (Italie, Espagne, Portugal, Grèce)
- Modèle scandinave : (Suède, Danemark, Finlande)
 - Taxes - syndicats - dépenses publiques

PIB PAR HABITANT EN PARITE DE POUVOIR D'ACHAT, QUÉBEC ET CERTAINS PAYS DE L'OCDE, 2012

	\$ US PPA		\$ US PPA
Norvège	66 135	Allemagne	41 923
Suisse	53 641	Belgique	40 838
États-Unis	51 689	Finlande	39 207
Australie	44 407	France	36 933
Autriche	44 141	Québec	35 730
Irlande	43 803	Royaume-Uni	35 671
Pays-Bas	43 348	Japon	35 622
Suède	42 874	Italie	34 143
Danemark	42 787	Nouvelle-Zélande	32 847
Canada	42 267	Espagne	32 551

Sources : Bureau of Economic Analysis, Institut de la statistique du Québec, Organisation de coopération et de développement économiques, Statistique Canada, U.S. Census Bureau.

Croissance annuelle moyenne du PIB (1989-2011) et Gini

- Suède : 1,73 % Gini : 0,259
- Finlande : 1,49 % Gini : 0,259
- Danemark : 1,21 % Gini : 0,248
- Québec : 1,28 % Gini : 0,303
- USA : 1,33 % Gini : 0,408
- Canada : 1,21 % Gini : 0,326

Taux de pauvreté des familles biparentales et monoparentales avant et après impôts et transferts en 2004-2005.

	Familles biparentales		Familles monoparentales	
	Avant I&T	Après I&T	Avant I&T	Après I&T
États-Unis	15,3	11,5	50,9	39,5
Canada	11,0	5,7	51,6	36,6
Québec	12,8	2,4	46,3	24,6
Suède	9,1	2,3	46,4	9,1
Finlande	9,6	2,8	41,0	10,4
Danemark	9,0	2,6	37,7	7,2

Le modèle scandinave en 2015

- PIB par habitant parmi les plus élevés
- Taux d'emploi total très élevé : exceptionnel chez les femmes et seniors
- Économies très ouvertes : plus que les BRIC ou pays libéraux
- Très productifs
- Attirent plus d'IDE que les BRIC ou les pays libéraux
- Ils sont moins endettés (pays AAA)
- Politiques sociales généreuses, moins d'inégalités et de pauvreté
- Plus heureux!

La crise du modèle scandinave

1980-1990

- La fin d'un modèle
- Crises des finances publiques et de la dette
 - Perte de triple AAA
- Chômage élevé, augmentation des inégalités
- Déficits commerciaux, départ de travailleurs
- Chute du PIB
 - Finlande : chute du PIB de 12% en 4 ans et chômage à 18 %.

Réformes très importantes

- Diminution importante des dépenses publiques
 - DNK -19 % ; FIN -21 % ; SWE -25 % du PIB entre 1990 et 2005.
- Réforme de l'État
 - SWE : 1,7 million à 1,3 million.
- Privatisations (télécom, postes, transports...)
- Réforme de la fiscalité (hausse de la TVA)
- Réforme du marché du travail (Flexisécurité)
- Politiques sociales : maintien ou légère augmentation

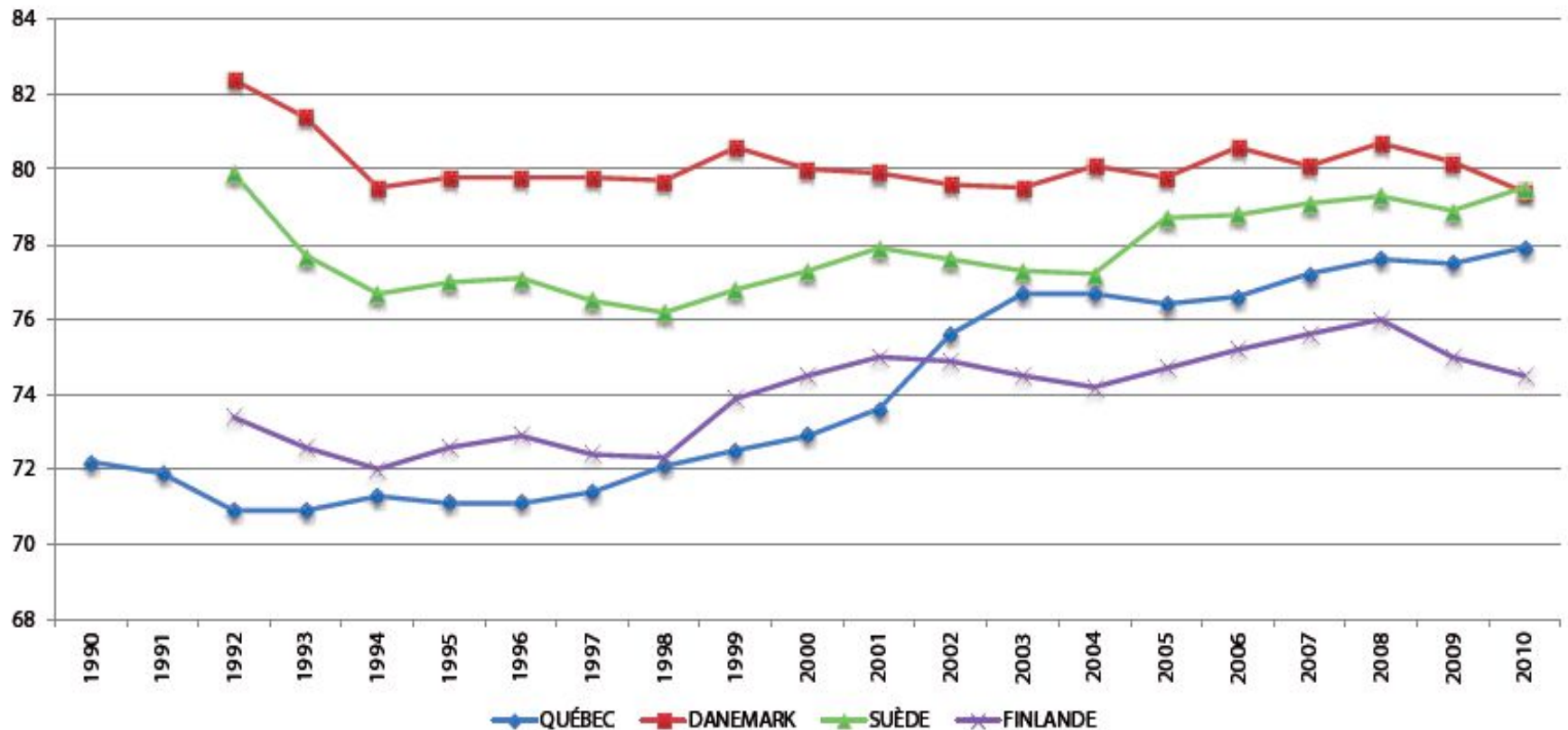
Les dépenses pour les programmes sociaux certains pays OCDE entre 1960-2010 (% du PIB)

	Danemark	Suède	Finlande	France	Allemagne ¹	Canada	États-Unis	Grande-Bre.	OCDE Total.
1960	10.6	10.8	8.8	13.4	18.1	8.7	13.2	11.7	10.2
1980	24.8	27.1	18.1	20.8	22.1	13.7	13.2	16.5	15.5
1985	23.2	29.5	22.4	26.0	22.5	17.0	13.6	19.4	17.2
1990	25.1	30.2	24.1	25.1	21.7	18.1	15.5	16.7	17.6
1995	28.9	32.0	30.7	29.3	26.6	18.9	14.5	19.9	19.5
2000	26.4	28.4	24.2	28.6	26.6	16.5	16.0	18.6	18.9
2005	27.7	29.1	26.2	30.1	27.3	16.9	19.2	20.5	19.7
2010	30.6	28.3	29.6	32.4	27.1	18.7	19.8	23.8	22.1
2012	30.8	28.1	30.0	32.5	25.9	18.1	19.7	23.9	21.8

Source : OCDE 2013 : http://stats.oecd.org/Index.aspx?datasetcode=SOCX_AGG. Les chiffres de 1960 proviennent de l'OCDE et sont reproduits dans Hay et Wincott (2012), p.100.

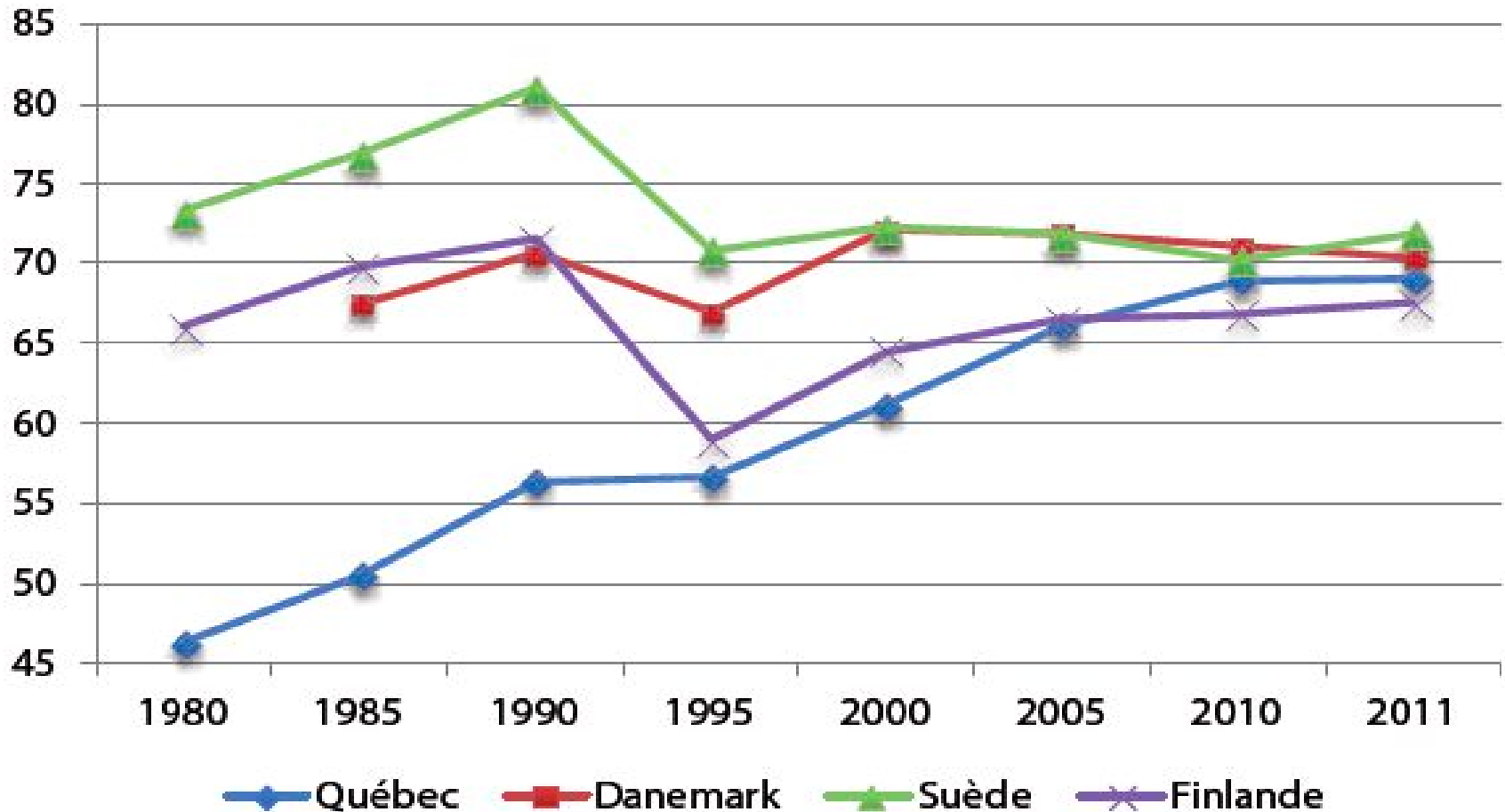
Graphique

Évolution du taux d'activité des 15 à 64 ans



Graphique

Évolution du taux d'emploi féminin de 15 à 64 ans



Réforme de la santé

- Suède, très performant selon OCDE (2008), conference board.
- Moins cher en % du PIB et sur une base par habitant.
- Leur système coûte moins cher en % du PIB et en dépenses de santé par habitant qu'en 2012.
 - Québec : 12,2 % PIB
 - Suède : 9,6 % PIB
 - 8,5 milliards US\$ de moins si le Québec dépensait au niveau de la Suède.

Comparaison Québec-Suède

- Moins de privé que nous.
 - ▣ Le financement privé est de 30,7% au Québec contre 18,7 % en Suède (2012).
- Plus de médecins par 1000 habitants.
 - ▣ Québec : 2,1 contre 3,7 Suède (2012).
- Plus d'infirmières par 1000 habitants.
 - ▣ Québec : 6,9 contre 11 Suède (2012).
- Meilleur contrôle des dépenses que nous.
 - ▣ Médicaments : Québec : 775 US\$ contre 457 US\$ pour la Suède (2008).
 - ▣ 2000-2008 Québec : 5,58 % de croissance annuelle moyenne contre 3,65 % Suède.

Comparaison Québec-Suède

- Population plus âgée que nous :
 - 65 ans et plus : 19,3% pour la Suède contre 9,4% pour le Québec
 - Suède dépense 3 % de son PIB pour les aînés contre 1,7% moyenne OCDE.

- Consacre une moins grande part de son PIB à la santé en 2008 qu'en 1980!

- En 2011, les dépenses totales en santé : 15 % plus élevé que les pays de l'OCDE contre 50 % en 1980.

Comment ?

- Ministère de la Santé et des Affaires sociales de la Suède :
200 fonctionnaires contre plus de 680 au Québec.
 - ▣ Ce n'est pas la gigantesque bureaucratie qui contrôle les établissements.
 - ▣ Ministère appuie l'exécutif pour fixer les orientations.
- 20 comtés
 - ▣ Fournissent et organisent les soins de santé sur un territoire (85 % de leur budget).
- Municipalités sont responsables :
 - ▣ Soins à domicile, soins aux personnes âgées, personnes handicapées
 - ▣ Soins longues durées, maladies mentales
 - ▣ Administration des services sociaux.
- Évaluation des résultats par diverses institutions
 - ▣ Dont la « Direction nationale de la Santé et des Affaires sociales », une agence semi-indépendante.

Comment

- Système décentralisé, incluant le financement, pour rapprocher les preneurs de décision qui sont élus des patients et des citoyens.
 - Les élus locaux sont plus attentifs à l'augmentation de l'impôt.
 - Dernière élection de 2014 : taux de participation de 82 %

- Mise sur pied d'un système qui responsabilise les établissements
 - Avec reddition de comptes, imputabilité, transparence
 - Depuis 1992, les hôpitaux sont tenus de publier les temps d'attente.

Comment

- Culture de résultats :
 - Accroissement de la concurrence entre établissements (public et privé)
 - Comparaison et évaluation des performances.

- Réforme dans l'organisation des soins :
 - Virage ambulatoire
 - Fermeture de 77 % des lits d'hôpitaux
 - Soins à domicile
 - 7 personnes âgées sur 10 se font soigner chez elles.
 - 20 % de personnel en moins en 2005 par rapport à 1990.

Comment ?

Mode de financement décentralisé

- ▣ La part du national (16 %) n'est plus selon le financement historique, mais en fonction des besoins et de la richesse des régions.
- ▣ Le financement est basé sur les meilleures pratiques.

Mode de rémunération des médecins a été revu

- ▣ Salariés des comtés avec primes et non des professionnels libéraux
- ▣ Pas de conventions collectives nationales



Redéfinition des compétences

- ▣ Infirmières peuvent envoyer directement aux deuxièmes lignes et prescrire certains médicaments.
- ▣ Les médecins ne voient que les cas sérieux.

L'argent suit le patient

- Depuis 1992, introduction de la séparation entre l'acheteur de soins et les prestataires des soins.

- Les acheteurs sont les comtés
 - ▣ Négocient avec les hôpitaux des contrats d'activités et de rémunérations
 - ▣ Fondées le plus souvent sur le paiement à la pathologie (*diagnosis related group*) selon les coûts des hôpitaux les plus productifs.

- Fournisseurs de services (hôpitaux et professionnels de la santé)
 - ▣ Concluent un contrat avec objectifs mais aussi sanctions en cas de non-respect.

Le privé en santé

- La gestion de l'important Hôpital Saint-Gorans de Stockholm a été confié en 1999 à une entreprise privée.
 - En 2001, un moratoire sur la privatisation a été promulgué, ce moratoire a été levé depuis.
 - Aucun autre précédent d'hôpitaux
- Mais, environ 12 % des soins de santé financés par les comtés sont fournis par le secteur « privé ».
 - Municipal : soins à domiciles.
- Des cliniques sont tenues par des organisations privées, mais aussi la Croix Rouge et autres organismes caritatifs ou OSBL.

- Ticket modérateur (plus près d'une franchise).
 - ▣ Soins primaires : plus ou moins 20 \$
 - ▣ Spécialistes : 40 \$.

- Avec un plafond, les enfants sont exemptés.

- Puisque les médicaments et les soins dentaires sont couverts jusqu'à l'âge adulte
 - ▣ Seulement 3 % des Suédois ont une assurance-maladie privée.

Prévention



- Accent important sur la prévention.
- On cherche à limiter les prescriptions de médicaments ainsi que les actes inutiles.
- Politiques multisectorielles visant l'amélioration des déterminants de la santé.
- Moins de pauvreté et d'inégalités de revenus.

Éducation

- Le Québec fait mieux que le Danemark et la Suède aux tests PISA de l'OCDE
- Taux de diplomation universitaire comparable des 25-64 ans
 - Danemark : 25 %
 - Suède : 23 %
 - Finlande : 20 %
 - Québec : 23 %
- Compétences civiques et redistribution non-matérielle
- Investissements en R et D plus importants (notamment part du privé)
- Plus de brevets triadiques en Suède et en Finlande qu'aux USA, Allemagne ou France

Réforme de l'éducation

- Décentralisation vers 90 municipalités et autonomie des établissements.

- Favorise la création d'écoles « indépendantes » ou « autonomes ».
 - ▣ Augmentation de 238 en 1995 à 625 en 2007 en Suède.
 - ▣ On donne le choix aux parents.
 - ▣ Financement public, pas de sélection ni de frais.
 - ▣ Concurrence entre les établissements.

- Contre-exemple : Finlande.

Résultats des tests PISA de l'OCDE

2000 2003 2006 2009 2013

Lecture

Québec	2	4	5	6	13
Finlande	1	1	2	3	6
Suède	9	8	11	19	36
Danemark	16	19	19	23	23

Mathématique

Québec	2	6	5	5	8
Finlande	4	2	2	6	12
Suède	15	17	21	26	38
Danemark	12	15	15	19	22

Science

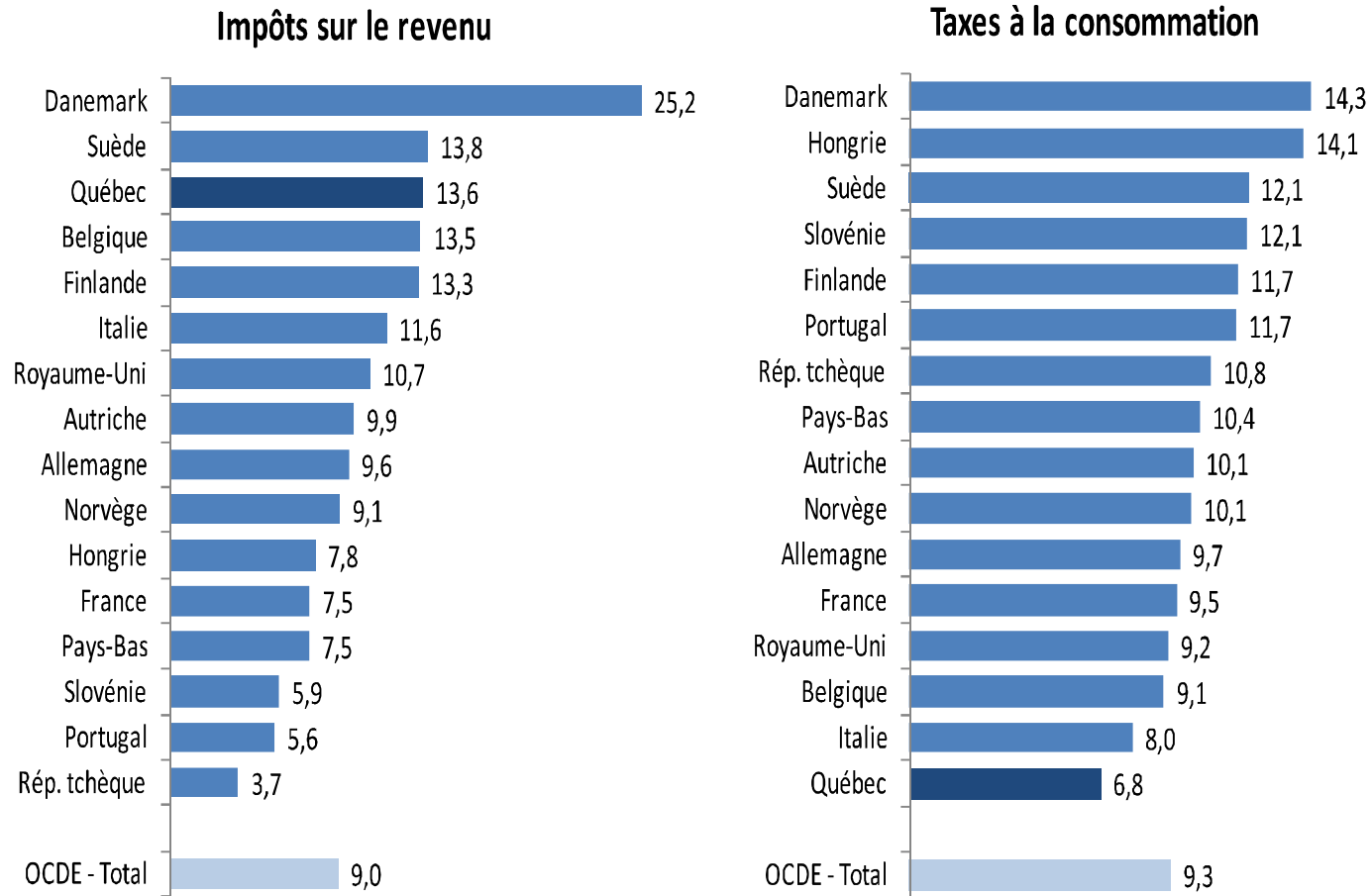
Québec	3	11	6	10	24
Finlande	3	1	1	2	5
Suède	10	15	24	29	34
Danemark	22	31	22	26	27

TABEAU 5 Récapitulatif des taux de pression fiscale et des proportions des types de prélèvement, Québec, pays scandinaves et OCDE (2011)

	Taux de pression fiscale	Impôts des particuliers	Taxes à la consommation	Impôt des sociétés	Cotisations sociales
Danemark	47,7 %	50,7 %	29,4 %	6,3 %	2,1 %
Finlande	43,7 %	29,3 %	29,5 %	6,3 %	28,9 %
Norvège	42,5 %	23,2 %	24,7 %	25,4 %	22,3 %
Suède	44,2 %	27,7 %	27,4 %	17,4 %	22,9 %
Québec	36,1 %	35,6 %	19,0 %	14,1 %	15,3 %
Moyenne de l'OCDE	34,1 %	24,1 %	28,2 %	10,5 %	26,2 %

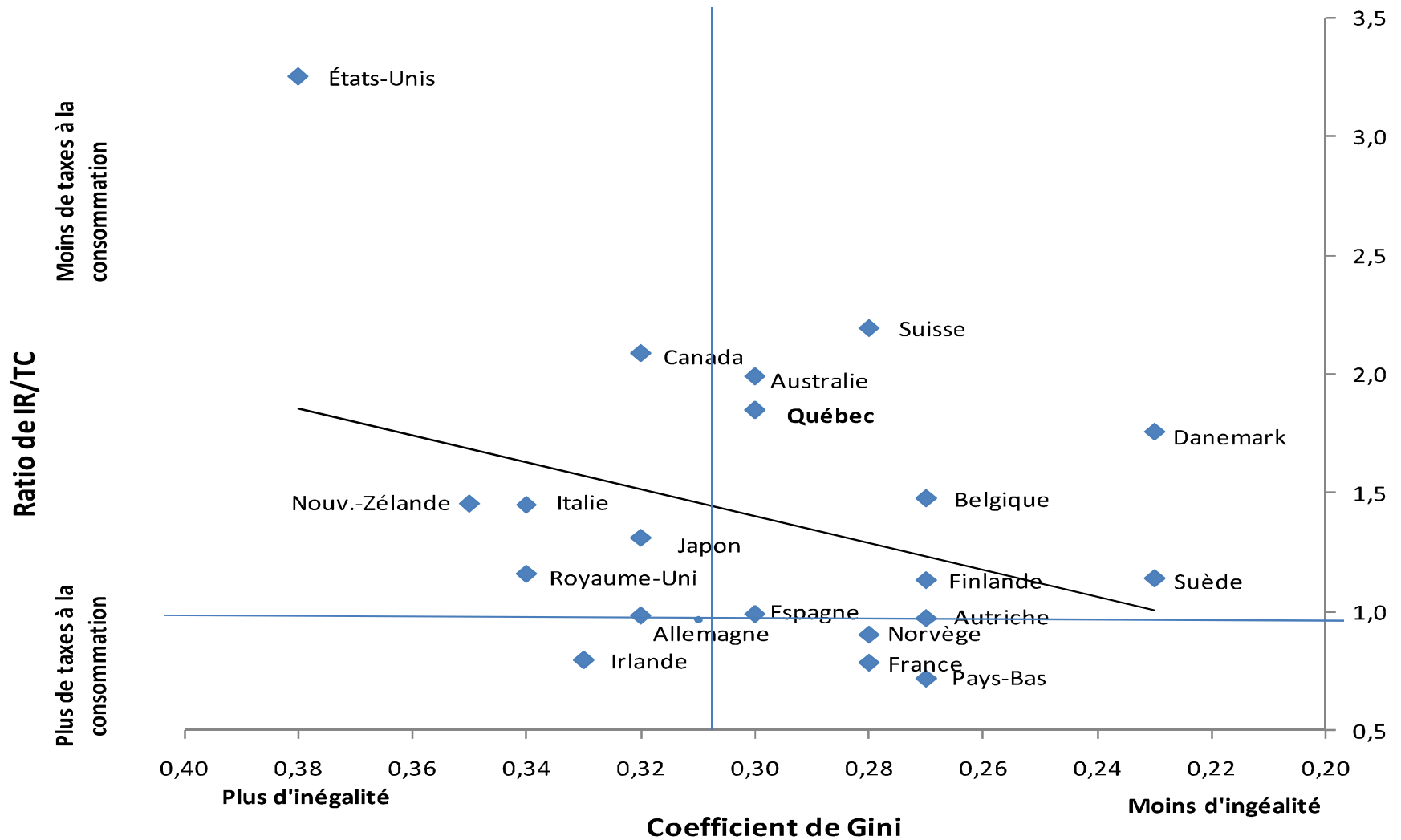
Source : Luc Godbout et Suzie St-Cerny, *La fiscalité au Québec : un regard comparatif pour guider son renouvellement*, Document de travail, CFFP, mai 2014, p. 14.

Graphique 2 : Utilisation des impôts sur le revenu des particuliers et des taxes à la consommation pour les pays ayant un taux de pression fiscale supérieur à la moyenne de l'OCDE – 2008 (en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE (2010), Statistique Canada

Figure 4 : Utilisation des taxes à la consommation et Coefficient de Gini, 2008

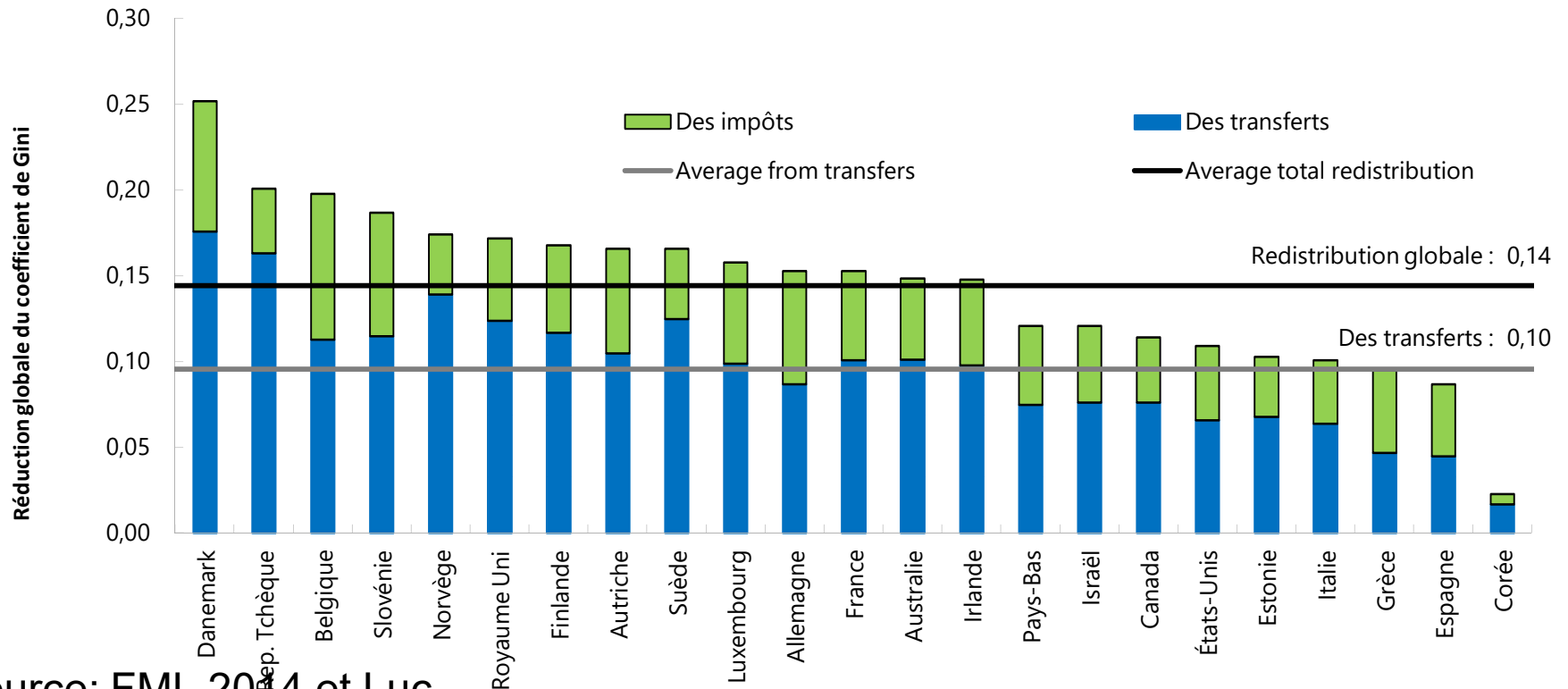


Sources : OCDE (2010), Statistique Canada.

Régressive de la taxe de vente

- Aucun pays de l'OCDE qui a une taxe de vente moins importante que le Québec n'a moins d'inégalités de revenus que le Québec à l'exception de la Suisse qui a un niveau d'inégalités comparable mais une taxe à 8%
- Moins de 50% de la consommation du quintile le plus faible est affecté par la taxe de vente.
- Pour le quintile le plus riche c'est 75%
- Il y a un crédit pour les plus faibles revenus

Les impôts et transferts dans la réduction du coefficient de Gini

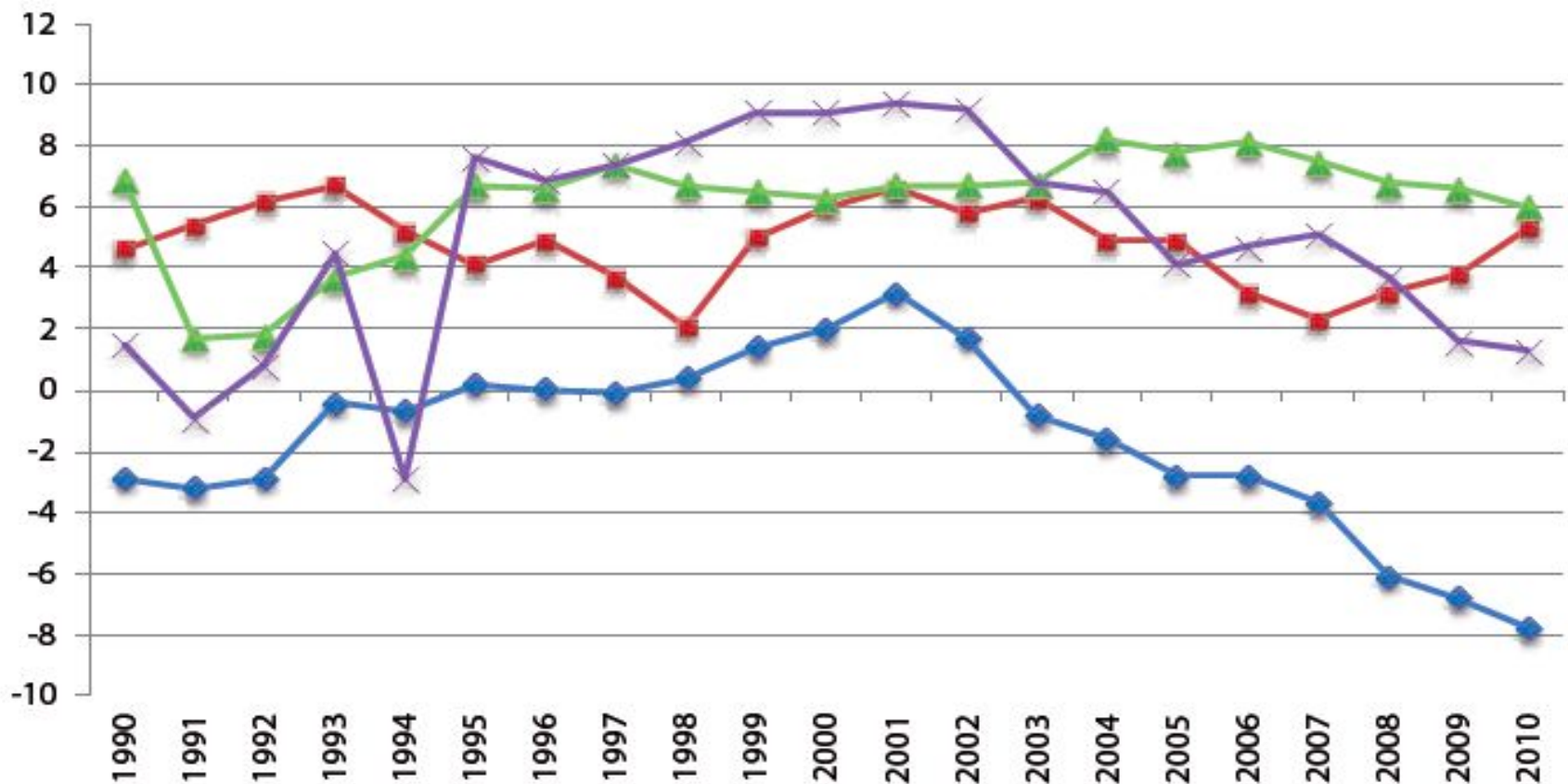


Source: FMI, 2014 et Luc Godbout, 2015.

Intensité du travail et productivité en 2011

	MOYENNE DES HEURES TRAVAILLÉES ANNUELLEMENT	PIB PAR HEURE TRAVAILLÉE, EN DOLLARS AMÉRICAINS
Danemark	1 537	51,3
Finlande	1 690	47,9
Suède	1 624	49,9
Québec	1 645	42,5

Évolution du solde commercial international (et interprovincial pour le Québec) en pourcentage du PIB



Dette brute (% PIB)		Dette nette (% PIB)	
Danemark	39,8	Norvège	-124,6
Finlande	40,7	Finlande	-51,1
Suède	47,1	Suède	-18,2
Norvège	56,0	Danemark	-6,1
Royaume-Uni	56,8	Islande	19,9
Pays-Bas	65,8	Canada	22,4
Autriche	66,2	Pays-Bas	25,2
Allemagne	68,8	Autriche	32,7
Canada	69,7	Royaume-Uni	33,1
États-Unis	70,0	France	44,3
France	75,7	Allemagne	45,0
Belgique	93,5	États-Unis	47,2
Québec	94,5	Québec	55,9
Islande	96,3	Belgique	74,1
Italie	114,4	Japon	84,4
Japon	172,1	Italie	89,6

Source : Ministère des Finances du Québec, *La dette publique du Québec*, Mars 2010, Tableau 15, p. 34.

L'explication des différences

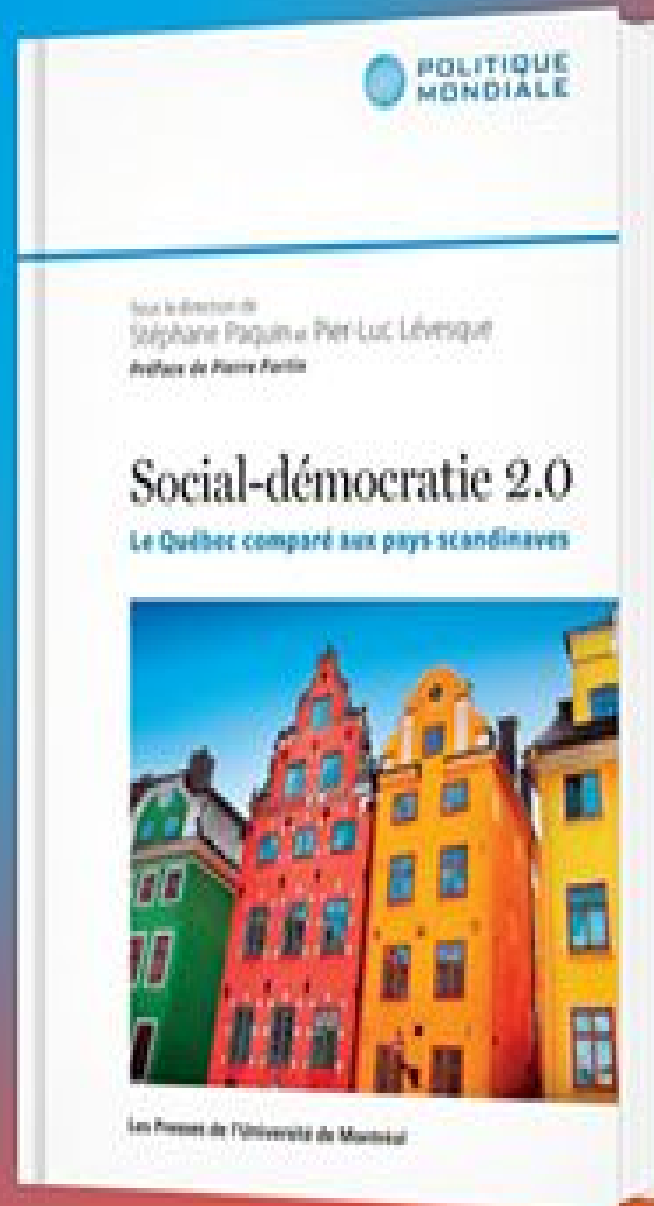
- Pas réellement l'éducation ni heures travaillées
 - Investissements en R et D
 - Productivité
- Surplus commerciaux
- Fiscalité : taxe de ventes très élevées
- Réforme de l'État et gestion de la dette publique :
 - « Ceux qui sont endettés ne sont pas libres »
- Institutions : relations industrielles et système de partis
- Qualité de la fonction publique et de l'information publique
- Confiance et transparence

SOCIAL-DÉMOCRATIE 2.0

LE QUÉBEC COMPARÉ AUX PAYS SCANDINAVES

STÉPHANE
PAQUIN

PIER-LUC
LÉVESQUE



Portrait du conférencier



- Stéphane Paquin est professeur titulaire à l'École nationale d'administration publique. Il est également le titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale et comparée. Il détient un doctorat de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences po). Il a également été professeur à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, visiting predoctoral fellow au département de science politique de l'Université Northwestern de Chicago, maître de conférence à Sciences Po Paris, professeur invité à l'Université de Montréal et directeur général par intérim de l'Association internationale de science politique (International Political Science Association).

Il a rédigé, corédigé ou dirigé 18 livres et publié une centaine d'articles sur la mondialisation, sur la politique comparée et sur le Québec. Il a obtenu de nombreuses bourses prestigieuses, dont une Chaire Fulbright aux États-Unis, des financements du CRSH, du FQRSC et le PIERAN. Il a été sélectionné en 2008 dans le prestigieux International Visitor Leadership Program du gouvernement américain. M. Paquin est également ambassadeur accrédité du Palais des congrès de Montréal car il a été le président du comité d'organisation du congrès mondial de sciences politiques à Montréal en 2014.